

## Déliquescence de l'Union européenne

vendredi, 8 juin 2012 / webmaster

### DÉLIQUESSENCE DE L'UNION EUROPÉENNE

*Une étude américaine accablante pour le système européen cachée par les médias français.*

**Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP).**

Le 8 juin 2012.

Selon le *Pew Research Center*, boîte à idées américaine basée à Washington, l'Union européenne est dans une véritable situation de déliquescence. La conscience grandit peu à peu que pour construire une véritable union des peuples et nations d'Europe, il faut préalablement démanteler le système eurolibéral mis en place par les classes dirigeantes depuis la période de la Guerre froide, faussement appelé « Union européenne ». On ne fera pas du neuf avec du vieux.

Cette étude porte sur 8 pays européens : 5 membres de la zone euro (Allemagne, Espagne, France, Grèce, Italie), et 3 hors zone euro (Grande-Bretagne, Pologne, République tchèque).

Il est possible de tirer deux conclusions de cette étude :

- un rejet croissant de l'Union européenne et de l'euro, mais avec des contradictions importantes ;
- une responsabilité historique de la gauche qui est en train de voir la situation lui échapper puisqu'elle ne remet pas en cause l'Union européenne et l'euro.

### Un rejet croissant de l'Union européenne et de l'euro, mais avec des contradictions importantes

#### Rejets

Ce rejet est massif et probablement irréversible. Il s'exprime à propos de la situation économique qui est « *mauvaise* » à une écrasante majorité : 94% pour les Espagnols, 96% pour les Italiens, 81% pour les Français. Seuls les Allemands, à 73%, considèrent que la situation économique est « *bonne* ». Rejet encore concernant les perspectives de l'économie qui vont « *s'aggraver* » pour 60% des Tchèques, 47% des Italiens et des Espagnols, 40% des Français (22% pensant qu'elle va « *s'améliorer* »). Rejet toujours au regard de « *l'ascenseur social* » : la situation des enfants par rapport à leurs parents sera « *très difficile* » pour 69% des Espagnols, 62% des Italiens, 37% des Français. Les menaces sur le « *bien-être économique* » viennent du chômage à 88% en moyenne, de la dette publique à 81%, de l'augmentation des prix à 74%, du pouvoir des banques à 71%, du pouvoir de l'Allemagne et de l'Union européenne sur l'économie avec 46%.

On peut continuer avec un résultat catastrophique pour l'Union européenne puisque « *l'impact de l'intégration européenne sur l'économie* » a provoqué une dégradation de la situation pour 63% des Français, 61% des Britanniques et des Italiens, 59% des Tchèques. Résultat catastrophique également pour les gouvernements qui provoquent le « *mécontentement* » de 88% des Espagnols, 87% des Italiens, 83% des tchèques, 71% des Français, 65% des Britanniques.

La Banque centrale européenne est vue de manière « *défavorable* » par 65% des Espagnols, 53% des Français, 51% des Allemands, 44% des Britanniques. Les opinions ne sont majoritaires qu'en Pologne (54-22) et en République tchèque (38-36).

L'euro est majoritairement rejeté en Italie, en Espagne et en France. Majoritairement, en effet, les Italiens (44% contre 30%), les Espagnols (41% contre 37%) et les Français (40% contre 31%) estiment que le fait d'être dans l'euro est une « *mauvaise chose* », la différence étant constituée par ceux qui pensent « *ni l'un ni l'autre* ». Quant aux trois pays qui ne sont pas membres de la zone euro, ils considèrent tous, à de très larges majorités, que c'est une « *bonne chose* » de ne pas être dans l'euro : les Britanniques (73% contre 7%), les Tchèques (62% contre 15%) et les Polonais (54% contre 23%). Ces résultats montrent que l'euro, qui devait s'étendre à tous les pays de l'Union européenne, n'atteindra jamais ce but. La zone euro apparaît clairement comme un repoussoir pour les pays qui n'en font pas partie.

Le rejet est tout aussi net pour les tentatives de remettre en cause la souveraineté budgétaire des États. Ce sont 75% des Britanniques qui s'y opposent, 73% des Tchèques, 56% des Allemands, 51% des Français.

## Contradictions

Le rejet massif qui vient d'être exposé s'accompagne, dans le même temps, de nombreuses contradictions.

Étrangement, l'Union européenne n'apparaît pas massivement comme responsable des difficultés. Elle est mise en cause, certes, mais dans des proportions assez faibles, surtout en République tchèque (39%), en France (37%), Pologne (28%), Allemagne (25%). Les Italiens, avec 15%, sont ceux qui exonèrent le plus l'Union européenne de toute responsabilité.

Alors qu'elle est fondamentalement responsable de la crise, l'économie de marché reste le « meilleur » système pour 69% des Allemands, 61% des Britanniques, 58% des Français. Elle n'est minoritaire qu'en Espagne (52-47). Toutefois, depuis 2007, le soutien au capitalisme a baissé de 23 points en Italie, 20 points en Espagne, 15 points en Pologne, 9 points en République tchèque...

La participation à l'Union européenne est « une bonne chose » pour les Allemands à 65% (+2% sur 2009), pour les Espagnols avec 54% (-13%), puis les Polonais avec 48% (-15%) et les Français (-6%). Les plus critiques sont les Tchèques avec 28% seulement (-17%) et les Britanniques avec 30% (-1%). À part en Allemagne et en Espagne, la participation à l'Union européenne n'est pas considérée comme une « bonne chose » pour tous les autres pays. C'est la fin programmée de l'Union européenne.

L'image de l'Union européenne reste « favorable » aux Polonais avec 69% (-14%), aux Allemands avec 68% (0), aux Français avec 60% (-2%) et aux Espagnols (-20%).

Aucun des 5 pays étudiés ne veut majoritairement retourner à sa monnaie nationale. Cependant les écarts sont importants entre les Français qui sont 69% (contre 31%) à vouloir conserver l'euro, les Allemands à 66% (contre 32%), les Espagnols 60% (contre 36%) et les Italiens 52% (contre 40%). Le rejet majoritaire de l'euro n'est pas encore suivi de la compréhension qu'il est nécessaire et possible d'en sortir. La responsabilité historique de la gauche est engagée car celle-ci ne fait rien pour rassurer la population en expliquant comment sortir de l'euro en douceur. Au contraire.

Alors qu'elle a joué un rôle particulièrement néfaste dans la crise, Angela Merkel est de très loin la dirigeante qui recueille l'approbation la plus importante, largement devant Nicolas Sarkozy : Allemagne (80% contre 75% à Sarkozy), France (76% contre 56%), République tchèque (67% contre 43%).

La xénophobie et la division entre les peuples s'installent en réactivant de vieux souvenirs historiques. En moyenne, les Allemands ont l'image d'être les plus travailleurs (64%), devant les Britanniques (21%) et les Français (20%). Les Allemands impressionnent le plus les Français qui sont 86% à les considérer comme le peuple le plus travailleur. Les Allemands ont la même opinion d'eux-mêmes à 80%. Les Espagnols, à 77%, sont également fascinés par les Allemands. Les Grecs (45%) et les Polonais (47%) sont davantage sur la réserve. Quant aux Français, ils ont une excellente opinion d'eux-mêmes (69%), mais ont une image dégradée des Grecs (8%), des Polonais (10%), des Tchèques et des Italiens (17%), des britanniques (23%) en ce qui concerne le travail.

Les Grecs ont en moyenne l'image d'être les moins travailleurs (48%), devant les Italiens (36%) et les Espagnols (29%). Les Grecs sont vus comme les moins travailleurs par les Allemands (60%), les Tchèques (58%), les Français (53%). Les Italiens sont vus comme peu travailleurs par les Français (58%) et les Allemands (45%). Quant aux Espagnols, ils sont considérés comme peu travailleurs par les Français (50%) et les Allemands (36%).

## Les paradoxes grecs

*D'un côté, pour les Grecs :*

- L'intégration européenne a eu un « impact sur l'économie » qui a « dégradé » la situation : 70%.
- La situation économique est « mauvaise » : 98%.
- La situation « dans les 6 mois qui viennent », va « s'aggraver » : 81%.
- « Êtes-vous satisfait ou mécontent de la manière dont est gouverné votre pays ? ». Sont

« *mécontents* » les Grecs à 98%.

- Il sera « *très difficile* » aux enfants d'atteindre une meilleure position sociale que leurs parents : 73%.
- Principales menaces sur le « *bien-être économique* » : « *Le manque d'emplois* » (97%), « *la dette publique* » (97%), « *L'augmentation des prix* » (93%), « *Le pouvoir des banques* » (88%), « *le pouvoir de l'Allemagne et de l'Union européenne sur l'économie* » (83%).
- L'économie de marché est le « *meilleur* » système : 44% seulement contre 50% qui pensent le contraire.
- L'image de l'Union européenne est « *favorable* » : seulement 37% (-).
- La Banque centrale européenne est vue de manière « *défavorable* » : 80%.
- L'opposition à la perte de la souveraineté budgétaire est très forte : 75%.
- Angela Merkel n'est appréciée qu'à 14%.

*D'un autre côté, pour les Grecs :*

- Les banques et les institutions financières sont responsables de la crise à seulement 39%.
- L'Union européenne est responsable de la crise : 19%.
- L'auto-culpabilisation ne fonctionne que pour les Grecs : 42%.
- La participation à l'Union européenne est « *une bonne chose* » : 46%.
- Avoir l'euro est une « *bonne chose* » : (46% contre 26%).
- « *Faut-il rester dans la zone euro ou faut-il retourner à la monnaie nationale* » ? Rester dans la zone euro : 71% (contre 23%).

### **Une responsabilité historique de la gauche qui est en train de voir la situation lui échapper puisqu'elle ne remet pas en cause l'Union européenne et l'euro**

Les contradictions qui apparaissent dans cette étude pourraient être résolues par une gauche qui clarifierait sa position sur l'Union européenne et l'euro. En refusant de procéder à cet aggiornamento, la gauche prend la responsabilité historique de ne pas vouloir résoudre les problèmes et de laisser un boulevard ouvert aux forces de l'ombre.

## **QUESTIONNAIRE ET RÉSULTATS**

**1.- À la question « *Quel est l'impact de l'intégration européenne sur l'économie ?* », deux réponses étaient proposées : « *cela s'est dégradé* » ou « *cela s'est amélioré* ».**

La situation s'est « *dégradée* » pour :

- les Grecs : 70%
- les Français : 63%
- les Britanniques et les Italiens : 61%
- les Tchèques 59%
- les Espagnols : 50%

Ce constat d'échec est terrible pour l'Union européenne qui avait pourtant promis un « *modèle social européen* ».

La situation s'est « *améliorée* » pour :

- les Allemands : 59%
- les Polonais : 48%

La crise bancaire et financière, celle de la dette et de l'euro, se transforme peu à peu en une crise générale du système lui-même de l'Union européenne. C'est la confiance en ce système qui est ébranlée, celle dans l'économie de marché et dans l'euro.

Cependant, les réactions des opinions publiques sont très différentes d'un pays à l'autre et témoignent

d'une distorsion de l'unité de ces pays au sein de l'Union européenne. À part les Allemands, tous les peuples sont mécontents de la situation économique dans leur pays. Personne – pas même les Allemands – n'anticipe une amélioration de la situation pour les années qui viennent.

**2.- À la question « Êtes-vous satisfait ou mécontent de la manière dont est gouverné votre pays ? », une majorité répond « mécontent ».**

Sont « mécontents » :

- les Grecs : 98%
- les Espagnols : 88%
- les Italiens : 87%
- les Tchèques : 83%
- les Français : 71%
- les Britanniques : 65%
- les Polonais : 62%

Seuls les Allemands sont majoritairement « *satisfaits* » : 53%.

Si on compare avec la même enquête menée en 2007, avant le déclenchement de la crise, la satisfaction avec la manière dont le pays est gouverné a baissé de 41 points en Espagne et de 9 points en République tchèque. Mais cette satisfaction a progressé de 20 points en Allemagne, de 15 points en Pologne et de 7 points en France.

Ce mécontentement de la population vis-à-vis des gouvernements est totalement inédit dans de telles proportions. Il s'est déjà traduit par des changements lors des différentes élections dans tous les pays considérés. La droite a remplacé la « gauche », ou inversement. Mais une fois que les citoyens de ces différents pays auront expérimenté ce système de navette – une fois la droite, une fois la « gauche » - et si rien n'a vraiment changé, ce qui est le cas hélas le plus probable, que se passera-t-il ? Les peuples, nécessairement, iront chercher ailleurs. Du côté de l'extrême droite.

**3.- À la question « La situation économique est-elle bonne ou mauvaise ? », les réponses sont les suivantes :**

La situation économique est « mauvaise » pour :

- les Grecs : 98%
- les Espagnols : 94%
- les Italiens : 93%
- les Britanniques : 84%
- les Français : 81%
- les Polonais : 69%

La situation économique n'est « bonne » que pour les Allemands : 73%.

Là encore la condamnation de l'Union européenne est massive, même si les populations n'établissent pas encore clairement un lien entre cette mauvaise situation économique et la responsabilité de l'Union européenne.

**4.- À la question « Qui est responsable des problèmes économiques actuels ? », les réponses multiples possibles étaient les suivantes : « Notre gouvernement », « Les banques et les institutions financières », « Les États-Unis », « L'Union européenne », « Nous-mêmes ».**

D'un point de vue général, la responsabilité des difficultés est majoritairement attribuée aux gouvernements. Les scores sont très élevés pour la République tchèque (91%), la Pologne (90%), la Grèce (87%), l'Italie (84%). En France le score n'est que de 59%.

Les banques et les institutions financières sont les responsables cités en second : Espagne (78%), France et Allemagne (74%). Étrangement, les banques et institutions financières n'apparaissent pas responsables aux Tchèques (27%), aux Polonais et aux Grecs (39%).

Encore plus étrangement, l'Union européenne n'apparaît pas massivement comme responsable des difficultés. Elle est mise en cause surtout en République tchèque (39%), en France (37%), Pologne (28%), Allemagne (25%). Les Italiens, avec 15%, sont ceux qui exonèrent le plus l'Union européenne de toute responsabilité. Quant à l'auto-culpabilisation, elle ne fonctionne que pour les Grecs (42%) et dans une moindre mesure les Espagnols (26%) et les Tchèques (21%). Elle n'affecte pas les Allemands (9%).

Le plus surprenant dans ce résultat est la faible mise en cause de l'Union européenne dans la situation actuelle. Pourtant c'est bien elle, avec les chefs de gouvernements, qui a déclenché des plans d'austérité et qui est incapable de faire cesser la spéculation sur l'euro.

**5.- À la question « Dans les 6 mois qui viennent, la situation va-t-elle... », les réponses possibles étaient « s'améliorer », « rester la même », « s'aggraver ».**

Ceux qui pensent que la situation va « s'améliorer » sont très minoritaires. Il s'agit des Britanniques (32%), des Allemands (29%) et des Espagnols (25%). Les Grecs ne sont que 9% à y croire, 13% des Tchèques et 18% des Polonais.

Quant à ceux qui pensent que la situation va « s'aggraver », ils sont 81% chez les Grecs, 60% chez les Tchèques, 47% chez les Italiens et les Espagnols, 40% chez les Français (22% pensent que la situation va s'améliorer et 37% qu'elle va rester la même).

Le pessimisme atteint des sommets, l'Union européenne n'apparaît pas capable de surmonter la crise.

**6.- Question sur l' « ascenseur social » des enfants par rapport à leurs parents.**

Les Grecs sont 73% à penser qu'il sera « très difficile » à leurs enfants d'atteindre une meilleure position sociale que leurs parents. Les résultats sont de 69% pour les Espagnols, 62% pour les Italiens. Les Allemands ne sont que 23% dans ce cas, et 37% des Français.

Une nouvelle fois, où est le « modèle social européen » ?

**7.- Question sur les principales menaces sur le « bien-être économique ».**

Il y avait des réponses à classer par ordre de préférence : « le manque d'emplois », « la dette publique », « l'augmentation des prix », « le pouvoir des banques », « les syndicats », « les problèmes économiques de la Grèce et de l'Italie », « le pouvoir de l'Allemagne et de l'Union européenne sur l'économie ».

« Le manque d'emplois » arrive largement en tête avec une moyenne de 88% : 97% en Grèce et en Espagne, 95% en Italie, 89% en France. On trouve ensuite « la dette publique » avec une moyenne de 81% : 97% en Grèce, 83% en Espagne, 82% en République tchèque, 80% en France et 72% en Grande-Bretagne. « L'augmentation des prix » arrive en 3e position avec une moyenne de 74% : 93% en Grèce, 89% en Italie, 79% en Pologne, et seulement 56% en Allemagne. « Le pouvoir des banques » arrive en 4e position avec une moyenne de 71% : 88% en Grèce, 80% en Espagne, 78% en Allemagne, 68% en France et seulement 56% en République tchèque. « Les problèmes économiques de la Grèce et de l'Italie » arrivent ensuite avec une moyenne de 58% : 71% en Allemagne, 64% en France. En 6e position on trouve « le pouvoir de l'Allemagne et de l'Union européenne sur l'économie » avec une moyenne de 46% : 83% en Grèce, 47% en Espagne, 46% en République tchèque. En dernière position, mais très loin, on trouve « les syndicats » avec une moyenne de 23% : 40% en Grèce, 32% en Espagne, 30% en Italie, 21% en France et seulement 10% en Allemagne.

Ces résultats devraient provoquer des remises en cause au sein des partis politiques, tant chez les dirigeants que chez les militants. Face au chômage, rien de sérieux et de concret n'est proposé, aucun parti ne démontre qu'il veut et qu'il peut supprimer le chômage et la précarité. Cette idée est absente des programmes des partis, tout simplement parce que ces derniers ne croient pas que cela soit possible et se déclarent ainsi incompetents pour y parvenir. Mais que peuvent penser les électeurs devant une telle inertie, si ce n'est de se décourager et d'alimenter cette inertie qui, finalement, arrange bien les partis politiques ?

L'étude montre ensuite que l'ampleur de la dette publique est aussi un sujet de préoccupation majeur pour les citoyens. Mais que proposent les partis politiques, de gauche, de droite, du centre, ou de l'extrême droite ? Pas grand-chose. Les plus audacieux proposent un « moratoire » ou un « audit » de la dette publique. Mais c'est tourner autour du pot ! Personne n'explique pourquoi et comment il faut purement et simplement annuler la dette publique et la restructurer.

Même chose avec le rôle des banques et des institutions financières. Personne ne propose leur nationalisation. Pourquoi, alors que leur rôle néfaste n'est plus à démontrer ? Les plus audacieux envisagent de créer un « pôle financier public », mais cette notion est particulièrement floue et suppose qu'il reste des banques et compagnies d'assurance privées.

**8.- Question sur l'économie de marché.**

Elle est le « meilleur » système pour 69% des Allemands, 61% des Britanniques, 58% des Français,

53% des Polonais et 44% seulement des Grecs. L'économie de marché est minoritaire en Espagne (52-47) et en Grèce (50-44).

Depuis 2007, le soutien au capitalisme a baissé de 23 points en Italie, 20 points en Espagne, 15 points en Pologne, 9 points en République tchèque.

#### **9.- Question : « La participation à l'Union européenne est-elle une bonne chose ? ».**

Les Allemands sont les premiers à répondre « *oui* » avec 65% (+2% sur 2009), puis les Espagnols avec 54% (-13%), puis les Polonais avec 48% (-15%) et les Français (-6%), les Grecs à 46%. Les plus critiques sont les Tchèques avec 28% seulement de « *oui* » (-17%) et les Britanniques avec 30% (-1%).

À part en Allemagne et en Espagne, la participation à l'Union européenne n'est pas considérée comme une « *bonne chose* » pour tous les autres pays. C'est la fin programmée de l'Union européenne.

#### **10.- Question sur l'image de l'Union européenne.**

Cette image est « *favorable* » d'abord chez les Polonais avec 69% (-14%), les Allemands avec 68% (0), les Français avec 60% (-2%) et les Espagnols (-20%). Elle est la moins favorable chez les Tchèques avec 34% (-20%) et les Grecs avec 37% (-).

Ces réponses sont contradictoires par rapport aux réponses précédentes.

#### **11.- Question sur la Banque centrale européenne.**

La Banque centrale européenne est vue de manière « *défavorable* » par 80% des Grecs, 65% des Espagnols, 53% des Français, 51% des Allemands, 44% des Britanniques. Les opinions ne sont majoritaires qu'en Pologne (54-22) et en République tchèque (38-36).

#### **12.- Question : avoir l'euro est-il une « bonne chose », une « mauvaise chose », « ni l'un ni l'autre » ?**

Majoritairement, les Italiens (44% contre 30%), les Espagnols (41% contre 37%) et les Français (40% contre 31%) estiment que le fait d'être dans l'euro est une « *mauvaise chose* », la différence étant constituée par ceux qui pensent « *ni l'un ni l'autre* ».

Ceux qui croient que l'euro est une « *bonne chose* » sont les Grecs (46% contre 26%) et les Allemands (44% contre 31%), la différence étant constituée par ceux qui pensent « *ni l'un ni l'autre* ».

Il est désormais établi que l'euro est majoritairement rejeté en Italie, en Espagne et en France. On comprend mal, en revanche, pourquoi les Grecs continuent à plébisciter l'euro, puisqu'il est la cause de la crise que connaît ce pays.

#### **13.- Question : ne pas avoir l'euro est-il une « bonne chose », une « mauvaise chose », « ni l'un ni l'autre » ?**

Cette question s'adresse évidemment aux pays qui ne sont pas dans la zone euro. Les trois pays étudiées considèrent tous, à de très larges majorités, que c'est une « *bonne chose* » que de ne pas être dans l'euro : les Britanniques (73% contre 7%), les Tchèques (62% contre 15%) et les Polonais (54% contre 23%).

Ces résultats montrent que l'euro, qui devait s'étendre à tous les pays de l'Union européenne, n'atteindra jamais ce but. La zone euro apparaît clairement comme un repoussoir pour les pays qui n'en font pas partie.

#### **14.- Question : « Faut-il rester dans la zone euro ou faut-il retourner à la monnaie nationale » ?**

Aucun des 5 pays étudiés ne veut majoritairement retourner à sa monnaie nationale. Cependant les écarts sont importants entre les Grecs qui sont 71% à vouloir conserver l'euro (contre 23%), les Français qui sont 69% (contre 31%), les Allemands à 66% (contre 32%), les Espagnols 60% (contre 36%) et les Italiens 52% (contre 40%).

On pourrait trouver une contradiction entre ces réponses et celles données à la question précédente portant sur l'euro comme bonne ou mauvaise chose. En réalité, il n'y a pas de contradiction : le rejet majoritaire de l'euro n'est pas encore suivi de la compréhension qu'il est nécessaire et possible d'en sortir. La responsabilité historique de la gauche est engagée car celle-ci ne fait rien pour rassurer la

population en expliquant comment sortir de l'euro en douceur. Au contraire.

#### **15.- Question sur la souveraineté budgétaire.**

L'opposition à la perte de la souveraineté budgétaire est très forte : 75% des Britanniques et des Grecs, 73% des Tchèques, 56% des Allemands, 51% des Français y sont opposés. Les derniers sont les Italiens avec 40%. La droite est davantage opposée que la gauche à la perte de la souveraineté budgétaire en Grande-Bretagne (81% contre 60%), en Allemagne (57% contre 50%), en Pologne (53% contre 49%), en Italie (43% contre 39%). Inversement, la gauche est davantage opposée à la perte de la souveraineté budgétaire que la droite en Grèce (78% contre 66%), en Espagne (58% contre 48%). En France c'est l'égalité entre la gauche et la droite à 53%.

#### **16.- Question : Merkel et Sarkozy ont-ils fait un « bon travail ».**

Angela Merkel est de très loin la dirigeante qui recueille l'approbation la plus importante, largement devant Nicolas Sarkozy : Allemagne (80% contre 75% à Sarkozy), France (76% contre 56%), République tchèque (67% contre 43%). Seuls les Grecs font exception et placent Sarkozy à 17% - niveau particulièrement bas - devant Merkel à 14%.

#### **17.- Question sur les peuples vus comme les plus travailleurs.**

En moyenne, les Allemands ont l'image d'être les plus travailleurs (64%), devant les Britanniques (21%) et les Français (20%).

Les Allemands impressionnent le plus les Français qui sont 86% à les considérer comme le peuple le plus travailleur. Les Allemands ont la même opinion d'eux-mêmes à 80%. Les Espagnols, à 77%, sont également fascinés par les Allemands. Les Grecs (45%) et les Polonais (47%) sont davantage sur la réserve.

Quant aux Français, ils ont une excellente opinion d'eux-mêmes (69%), mais ont une image dégradée des Grecs (8%), des Polonais (10%), des Tchèques et des Italiens (17%), des britanniques (23%) en ce qui concerne le travail.

#### **18.- Question sur les peuples vus comme les moins travailleurs.**

Les Grecs ont en moyenne l'image d'être les moins travailleurs (48%), devant les Italiens (36%) et les Espagnols (29%). Les Grecs sont vus comme les moins travailleurs par les Allemands (60%), les Tchèques (58%), les Français (53%). Les Italiens sont vus comme peu travailleurs par les Français (58%) et les Allemands (45%). Quant aux Espagnols, ils sont considérés comme peu travailleurs par les Français (50%) et les Allemands (36%).